

Honfleur lance officiellement la procédure pour son futur casino



Vincent Reynaert

Publié le 9 juin 2026 . Lecture estimée : 4 min



La municipalité de Honfleur a franchi une étape importante dans le dossier du casino. Réuni le 5 juin, le conseil municipal a validé le principe de l'ouverture d'un établissement de jeux et de son exploitation via une délégation de service public. Une décision qui relance un projet ancien mais qui continue de diviser la classe politique locale.

Le dossier du casino de Honfleur avance. Lors du conseil municipal du 5 juin 2026, la majorité conduite par le maire Nicolas Pubreuil a adopté un avis favorable à l'ouverture d'un casino sur le territoire communal. Dans la même délibération, les élus ont approuvé le recours à une délégation de service public (DSP), procédure indispensable pour sélectionner l'opérateur chargé de construire et d'exploiter l'établissement.

Les sept élus de l'opposition ont voté contre le projet, marquant une rupture avec les débats de la précédente mandature où certaines réserves s'étaient traduites par des abstentions plutôt que par un rejet frontal.

[Le futur casino doit prendre place sur le lot S3 du parc d'activités situé au pied du Pont de Normandie](#), à proximité immédiate du Honfleur Normandy Outlet. L'emplacement a été choisi pour capter les flux routiers de l'axe A29-A13 ainsi que la clientèle touristique de passage. Le projet prévoit l'installation d'une centaine de machines à sous ainsi qu'un espace de restauration et un bar dansant pouvant accueillir des animations nocturnes jusqu'à 4 heures du matin.

Cette implantation en périphérie distingue le projet honfleurais de nombreux casinos traditionnels installés dans les centres-villes ou sur les fronts de mer. L'objectif affiché est de retenir une partie des visiteurs qui fréquentent déjà le territoire sans y prolonger leur séjour en soirée. Les précédentes études évoquaient un potentiel de plusieurs millions de visiteurs transitant chaque année par Honfleur avant de rejoindre d'autres destinations de loisirs.

Sur le plan financier, la municipalité espère générer au moins un million d'euros de recettes annuelles grâce au prélèvement communal sur le produit brut des jeux. Toutefois, les hypothèses ayant permis d'aboutir à cette estimation n'ont pas été rendues publiques, un point régulièrement soulevé par les opposants au projet.

Une opposition toujours mobilisée avant le choix de l'opérateur

Les élus opposés au casino considèrent que le projet ne constitue pas une priorité pour la ville et contestent son intérêt économique à long terme. Durant les débats municipaux, ils ont qualifié l'initiative d'« erreur stratégique » et de « faute économique », estimant que les investissements devraient se concentrer davantage sur la valorisation du patrimoine et l'attractivité historique de la commune.

La phase qui s'ouvre désormais sera déterminante. La procédure de DSP prévoit un appel à candidatures, la présélection des candidats, l'analyse des offres puis une phase de négociation avant la désignation du futur exploitant. Celui-ci sera chargé à la fois de la construction et de l'exploitation de l'établissement.

À ce stade, aucun calendrier officiel n'a été communiqué concernant la publication de l'avis de concession, la remise des candidatures ou la désignation du futur délégataire. La municipalité avait toutefois constitué sa commission de délégation de service public dès le mois d'avril, laissant penser que le dossier était déjà en préparation avant le vote du 5 juin.

LES ENJEUX

Pour le secteur, le dossier mérite une attention particulière. Honfleur dispose du statut de station balnéaire et de station de tourisme depuis 2009, conditions nécessaires à l'exploitation d'un casino. La ville avait déjà tenté de porter un projet similaire en 2011 sans parvenir à le concrétiser.

L'enjeu se déplace désormais vers le marché. Les prochains mois permettront de mesurer l'intérêt des opérateurs pour cette implantation atypique, située à la croisée d'une destination touristique majeure, d'une zone commerciale et d'un important axe de transit régional. Le choix du futur délégataire constituera la prochaine étape clé d'un projet qui entre désormais dans sa phase opérationnelle.